



CAHIER DES CLAUSES ADMINISTRATIVES PARTICULIERES (CCAP)

Relatif à la maintenance du Logiciel d'Administration et de Gestion Outre-mer Nouvelle
génération (LAGON) du service militaire adapté

Le présent CCAP comporte les six (6) annexes suivantes :

Annexe I	Protection des informations – Confidentialité – Mesures de sécurité
Annexe II	Engagement de reconnaissance de responsabilité
Annexe III	Protection des données à caractère personnel
Annexe IV	Clause environnementale
Annexe V	Clause sociale – action de formation sous statut scolaire au bénéfice d'élèves à besoins spécifiques
Annexe VI	Synthèse de la gestion administrative en cours d'exécution du marché



TABLE DES MATIERES

1	Objet du marché.....	5
2	Procédure, forme et durée du marché	5
2.1	Procédure de consultation	5
2.2	Forme du marché	6
2.3	Durée du marché.....	6
2.4	Montants du marché.....	7
3	Transfert de contrat	7
4	Lieu d'exécution des prestations	7
5	Délais d'exécution.....	7
6	Pièces contractuelles	8
7	Obligations du Titulaire	9
8	Obligations de la personne publique	9
9	Moyens mis en œuvre par le Titulaire	9
10	Ressources humaines	9
10.1	Personnel affecté par le Titulaire à la réalisation des prestations et stabilité des équipes.....	10
10.2	Conditions d'intervention du personnel affecté par le Titulaire	10
10.3	Stabilité des équipes	11
10.4	Cas de récusation d'un personnel de l'équipe du Titulaire.....	11
11	Collaboration, conseil et suivi des prestations.....	12
11.1	Obligation de collaboration.....	12
11.2	Obligation de conseil et de mise en garde.....	12
11.3	Structure de gouvernance.....	12
11.4	Rôle du mandataire si le Titulaire est un groupement d'entreprises	12
12	Qualité, continuité et sécurité du service.....	13
13	Modalités de vérification et d'admission des prestations.....	13
13.1	Validation des livrables documentaires	13
13.2	Validation des livrables de type logiciel	14
14	Documentation.....	14
15	Droit de la propriété industrielle et intellectuel.....	14
15.1	Définitions.....	15
15.1.1	Définitions des résultats	15
15.1.2	Définition des connaissances antérieures	15
15.1.3	Définition des connaissances antérieures standards.....	15
15.2	Régimes	15



15.2.1 Régime général des connaissances antérieures et des connaissances antérieures standards.....	15
15.2.2 Régimes spécifiques applicables aux connaissances antérieures.....	16
15.2.3 Régimes spécifiques applicables aux connaissances antérieures standards	17
15.2.4 Régime des résultats relatifs aux logiciels spécifiques	19
15.2.5 Régime des résultats relatifs aux livrables des prestations.....	19
15.2.6 Garantie des droits en cas de revendication d'un tiers	20
16 Contrôle de l'exécution des prestations.....	22
16.1 Audits.....	22
16.2 Mise à disposition des informations par le Titulaire	22
17 Pénalités applicables dans le cadre du marché	23
17.1 Pénalités relatives au non-respect des indicateurs de qualité des prestations	23
17.1.1 Pénalités relatives à un défaut de pilotage du projet.....	23
17.1.2 Pénalités de retard de livraison	24
17.1.3 Pénalités de non-respect de la qualité de service en phase de maintien en conditions opérationnelles.....	25
17.2 Pénalité en cas de non-respect de la politique de sécurité des SI.....	27
17.3 Pénalité en cas de non-respect de la clause sociale de formation sous statut scolaire	27
18 Nantissement / cession de créances	28
19 Modalités d'exécution des prestations	28
19.1 Modalités d'exécution des prestations forfaitaires globales.....	28
19.2 Modalités d'exécution des prestations commandées par bons de commande	28
20 Prix des prestations.....	29
20.1 Forme et contenu des prix	29
20.2 Précisions sur les modalités d'exécution des prestations complémentaires commandées sur devis	30
20.3 Modalités de révision des prix.....	30
Coefficient de révision.....	31
21 Modalités de règlement.....	32
21.1 Avances	32
21.2 Remboursement des avances	32
21.3 Acompte.....	32
21.4 Planning de facturation.....	32
21.5 Solde du marché	33
21.6 Paiement et établissement des factures	33
21.7 Délai global de paiement.....	34



22 Secret et confidentialité	34
23 Informatique et libertés.....	35
24 Responsabilité	36
25 Assurances.....	36
26 Sous-traitance.....	36
27 Fin du marché.....	37
27.1 Fin normale du marché	37
27.2 Résiliation	37
28 Exécution de la prestation aux frais et risques du Titulaire.....	38
29 Force majeure.....	38
30 Dispositions générales.....	39
30.1 Evolution de la situation du Titulaire.....	39
30.2 Cession du marché.....	40
30.3 Image de marque et notoriété.....	40
30.4 Personnel.....	40
30.5 Langue de travail	40
30.6 Litiges	40
31 Garantie des prestations (hors matériels et logiciel standard).....	41
32 Dérogations au CCAG – TIC.....	41

ANNEXE I : PROTECTION DES INFORMATIONS – CONFIDENTIALITE – MESURES DE SECURITE	42
--	----

ANNEXE II : ENGAGEMENT DE RECONNAISSANCE DE RESPONSABILITE.....	43
---	----

ANNEXE III : PROTECTION DES DONNEES A CARACTERE PERSONNEL	44
---	----

ANNEXE IV : CLAUSE ENVIRONNEMENTALE	45
---	----

ANNEXE V : CLAUSE SOCIALE – ACTION DE FORMATION SOUS STATUT SCOLAIRE AU BENEFICE D'ELEVES A BESOINS SPECIFIQUES.....	46
--	----

ANNEXE VI: SYNTHÈSE DE LA GESTION ADMINISTRATIVE EN COURS D'EXECUTION	49
---	----



1 Objet du marché

Le présent marché a pour objet les prestations suivantes :

- La tierce maintenance applicative (TMA) (**poste 1**)
- la tierce maintenance d'exploitation (TME) (**poste 2**) ;
- la gestion des évolutions de l'éditeur ainsi que les évolutions demandées par le COMSMA (**poste 3**);
- la formation des utilisateurs (**poste 4**) et la gestion de projet ;
- la réversibilité (**poste 5**).

Les activités couvertes par ce système sont :

1. La gestion de l'organisation,
2. La gestion de la formation,
3. Le recrutement des volontaires,
4. Mon personnel (fonctionnalité spécifique de commandement),
5. La gestion du personnel,
6. La gestion des emplois du temps,
7. La gestion de la solde des volontaires stagiaires,
8. Le budget métier SMA (recrutement, formation, insertion),
9. La gestion de l'insertion,
10. Le pilotage par indicateur (à terme, via des requêtes sur l'entrepôt de données e, QLIK),
11. Le reporting quotidien des indicateurs sur le contexte central du COMSMA.

Le détail des fournitures, des prestations et des caractéristiques techniques minimales attendues au titre du marché est fourni dans le CCTP.

2 Procédure, forme et durée du marché

2.1 Procédure de consultation

Le présent marché est un appel d'offres ouvert passé par application des dispositions des articles R.2161-2 et suivants du CCP relatifs à la procédure d'appel d'offres ouvert.



2.2 Forme du marché

Le marché est passé sous la forme d'un marché à bons de commandes mono-attributaire, au sens de l'article R.2162-2 du CCP.

Il comprend une part forfaitaire et une part à bons de commande.

La part forfaitaire comprend les prestations telles que décrites au CCTP :

- la tierce maintenance applicative (TMA),
- la tierce maintenance d'exploitation (TME).

Cet ensemble de prestations traité à prix forfaitaire est dénommé dans le présent document Prestation Initiale.

La part à bons de commande comprend les prestations relatives :

- aux évolutions de LAGON, c'est-à-dire, l'étude d'impact, l'installation idoine selon l'évolution nécessaire ainsi que les modifications post-installation nécessaires jusqu'à l'obtention du résultat attendu (décrites l'article 8.3 du CCTP). Le résultat attendu peut être modifié en cours d'installation si cela est nécessaire pour être en conformité avec les obligations légales et/ou réglementaires,
- à la réversibilité,
- à la formation des utilisateurs.

La part à bons de commande comprend les prestations relatives aux évolutions du système d'information Lagon et aux actions de formation.

2.3 Durée du marché

Le marché a une durée initiale de trois (3) ans, courant à compter de sa date de notification au Titulaire. Le marché peut être reconduit une fois pour une période d'un (1) an, par reconduction tacite.

Si le SMA décide de ne pas reconduire le marché, il informe le Titulaire un mois au plus tard avant la fin de validité du marché par tout moyen permettant d'attester la date de réception de la décision. Aucune indemnité n'est due à l'autre partie en cas de non-reconduction de l'accord-cadre.

Sans préjudice de l'article R. 2162-5 du code de la commande publique, les bons de commande peuvent être notifiés jusqu'au dernier jour de la période de validité de l'accord-cadre, quelle que soit la durée d'exécution des prestations commandées, sans que celle-ci ne puisse excéder de plus de six (6) mois la date de fin de validité de l'accord-cadre.



2.4 Montants du marché

L'accord-cadre est conclu sans montant minimum et avec un montant maximum de **5 000 000 € HT** dont 2 000 000 € HT pour la partie forfaitaire (TMA/TME).

La valeur de la dépense globale sur la durée totale de l'accord-cadre est estimée à **4 000 000 € HT** dont 1 250 000 € HT pour la partie forfaitaire (TMA/TME).

Ce montant n'a aucune valeur contractuelle.

3 Transfert de contrat

Le Titulaire s'engage à poursuivre l'exécution des prestations pendant toute la durée d'exécution du marché nonobstant le changement dans la personne ou l'activité du pouvoir adjudicateur.

Ce transfert n'entraîne aucune modification tant dans la procédure mise en œuvre que dans l'exécution des prestations définies au marché.

4 Lieu d'exécution des prestations

Le Titulaire réalise la majeure partie de ces travaux, et notamment les opérations de paramétrage, de développements informatiques, d'intégration et de maintien en conditions opérationnelles, dans ses locaux. Enfin, les réunions de travail et les instances de pilotage seront assurées dans les locaux du SMA :

Ministère des Outre-mer
Commandement du Service Militaire Adapté
Département SIN
27, rue Oudinot - 75 007 PARIS

La livraison des fournitures et prestations sera effectuée à cette même adresse.

Les prestations de déploiement de la solution peuvent donner lieu à des déplacements au sein des unités opérationnelles du SMA (province et outre-mer) selon la méthode de déploiement mise en œuvre par le Titulaire. Les frais liés au déplacement sont à la charge du Titulaire.

5 Délais d'exécution

Les délais d'exécution des prestations sont ceux indiqués dans l'ensemble du CCTP ou dans les bons de commande correspondants le cas échéant.



En cas de retard du Titulaire dans l'exécution de ses prestations, il est fait application de pénalités conformément aux modalités prévues à l'article « Pénalités » du présent CCAP, nonobstant tous dommages et intérêts auxquels pourrait prétendre le SMA du fait du manquement du Titulaire à ses obligations.

Dans les conditions de l'article 13.3 du CCAG-TIC, une prolongation du délai d'exécution peut être accordée par le SMA au Titulaire lorsqu'une cause n'engageant pas la responsabilité de ce dernier fait obstacle à l'exécution du marché dans le délai contractuel. Il en est notamment ainsi, si la cause qui met le Titulaire dans l'impossibilité de respecter le délai contractuel est le fait du SMA.

Pour bénéficier de cette prolongation, le Titulaire signale au SMA par tout moyen permettant de donner une date certaine à l'information les causes faisant obstacle à l'exécution du marché dans le délai contractuel. Il dispose, à cet effet, d'un délai de quinze (15) jours ouvrés à compter de la date à laquelle ces causes sont apparues ou d'un délai courant jusqu'à la fin du marché, dans le cas où le marché arrive à échéance dans un délai inférieur à quinze (15) jours ouvrés. Il indique, par la même demande, au pouvoir adjudicateur la durée de la prolongation demandée.

Le pouvoir adjudicateur dispose d'un délai de quinze (15) jours ouvrés, à compter de la date de réception de la demande du Titulaire, pour lui notifier sa décision par tout moyen permettant de donner date certaine à la décision, sous réserve que le marché n'arrive pas à son terme avant la fin de ce délai.

Aucune demande de prolongation du délai d'exécution ne peut être présentée, après l'expiration du délai contractuel d'exécution de la prestation.

Le délai ainsi prolongé a, pour l'application de la prestation, les mêmes effets que le délai contractuel.

6 Pièces contractuelles

En cas de contradiction entre les stipulations des pièces contractuelles, elles prévalent dans l'ordre ci-après :

- l'Acte d'Engagement signé électroniquement par le Titulaire et ses annexes, notamment la grille de prix ;
- le Cahier des Clauses Administratives Particulières (CCAP) ou tout autre document qui en tient lieu et ses éventuelles annexes ;
- le Cahier des Clauses Techniques Particulières (CCTP) ou tout autre document qui en tient lieu, ses annexes et documents de références en sus des annexes ;
- le Cahier des Clauses Administratives Générales applicables aux marchés publics de Techniques de l'Information et de la Communication (CCAG TIC) approuvé par arrêté du 30 mars 2021).
- l'offre technique du Titulaire, établie conformément au « Cadre de réponse » annexé au Règlement de la consultation.



Toute clause portée dans les conditions générales de vente ou dans les tarifs du Titulaire contraire aux dispositions des documents régissant le marché est réputée non conforme. Les documents originaux conservés dans les archives du SMA font seul foi.

7 Obligations du Titulaire

Le présent marché est assorti d'une obligation de résultats qui engage le Titulaire sur l'intégralité des résultats décrits dans le CCTP.

Pour l'ensemble de l'obligation de résultats, le Titulaire ne pourra nullement mettre en avant une quelconque défaillance de ses sous-traitants éventuels. Le Titulaire est pleinement et personnellement responsable de la bonne exécution du présent marché.

Cette obligation de résultats fait l'objet d'indicateurs définis dans les paragraphes « Indicateurs de pilotage » et « Indicateurs de qualité de service » du CCTP et susceptibles de conduire à l'application de pénalités s'ils ne sont pas respectés.

8 Obligations de la personne publique

Le SMA est seul maître d'ouvrage des prestations.

A ce titre, il s'engage à :

- fournir les informations utiles ou nécessaires au bon déroulement des prestations ;
- assurer le pilotage, la direction et la gestion des prestations ;
- procéder aux validations et arbitrages éventuels, dans le respect du CCTP ;
- fournir des documents demandés par le Titulaire, sous réserve qu'il dispose de ces documents et que ces documents ne présentent pas un caractère confidentiel ;
- informer, dès qu'il en a connaissance, le Titulaire de tout événement susceptible d'avoir un impact sur les prestations ou ses conditions d'exécution ;
- diligenter les audits qu'il juge nécessaire.

9 Moyens mis en œuvre par le Titulaire

Le Titulaire est seul responsable de l'ensemble des choix, des moyens techniques, logistiques, informatiques, humains et matériels à mettre en œuvre pour garantir la conformité des prestations au CCTP et aux règles de l'art.

En conséquence, il appartient au Titulaire de déterminer, sous sa seule responsabilité et à tous les niveaux, les ressources et moyens à mettre en œuvre.

10 Ressources humaines



Le Titulaire s'engage à ce que le personnel affecté à la réalisation des prestations, objet du présent marché, possède une réelle expérience de ce type de prestations et réponde aux exigences fixées dans le CCTP.

10.1 Personnel affecté par le Titulaire à la réalisation des prestations et stabilité des équipes

Le Titulaire s'engage à affecter, pour la réalisation des Prestations, des compétences, des ressources et des profils dédiés :

- démontrant un niveau de compréhension des besoins, de compétence, d'expérience, de disponibilité et de confidentialité cohérent avec les exigences fixées par le CCTP ;
- ayant une connaissance approfondie des tâches relevant des prestations, objet du présent marché, et disposant d'expériences récentes en rapport avec les prestations, objet du marché, réalisées pour le compte d'autres personnes morales publiques ou privées.

Le Titulaire est seul responsable des ressources humaines qu'il affecte à la bonne exécution de ses obligations contractuelles et garantit la disponibilité des ressources nécessaires pour assurer l'exécution de ses obligations. Le Titulaire s'engage, si cela s'avère nécessaire pour respecter ses obligations contractuelles, à augmenter l'effectif de son équipe de travail sans accroissement du coût pour le SMA.

10.2 Conditions d'intervention du personnel affecté par le Titulaire

Le Titulaire exerce son activité en toute indépendance.

L'encadrement du personnel affecté à l'exécution des Prestations définies au présent marché incombe au Titulaire auquel il reste subordonné et auprès duquel il reçoit ses instructions.

Le personnel du Titulaire amené à exécuter des Prestations dans les locaux du SMA se conforme au règlement intérieur et aux règles d'hygiène et de sécurité en vigueur dans les locaux du SMA.

Le personnel affecté à la réalisation des Prestations reste en tout état de cause l'employé du Titulaire et est placé à ce titre sous l'autorité hiérarchique et disciplinaire du Titulaire.

Le personnel du Titulaire n'est en aucun cas autorisé à s'immiscer, de quelque manière que ce soit, dans la vie sociale du SMA.

Toute observation du SMA concernant le comportement d'un membre du personnel du Titulaire au sein de ses locaux est communiquée par écrit au Titulaire.

Le Titulaire est responsable de la rémunération du personnel qu'il affecte, ainsi que du paiement des charges sociales y afférent.

Le Titulaire a l'obligation de respecter la réglementation relative au travail dissimulé.



Conformément à l'article R.2143-8 du CCP, les pièces prévues aux articles D.8222-5 ou D.8222-7, D.8222-8, R.1263-12, D.8222-5 ou D.8222-7 ou D.8254-2 à D.8254-5 du Code du travail sont à produire auprès du COMSMA (27, rue Oudinot – 75007 Paris) tous les 6 mois jusqu'à la fin d'exécution du marché.

Le Titulaire conserve l'entière responsabilité de son personnel lors de déplacements de celui-ci dans le cadre de l'exécution du marché.

10.3 Stabilité des équipes

Le Titulaire s'engage au maintien des profils qu'il aura proposés dans son offre pendant toute la durée d'exécution des prestations forfaitaires et la phase de déploiement du système LAGON.

Si une de ces personnes n'est plus en mesure de remplir sa mission, le Titulaire doit en aviser immédiatement le SMA par lettre recommandée avec accusé de réception, et prendre toutes les dispositions nécessaires pour que la bonne exécution des prestations ne s'en trouve pas compromise.

A ce titre, obligation lui est faite de désigner un remplaçant et d'en communiquer le nom et les titres au SMA, dans un délai de quinze (15) jours ouvrés maximum à compter de la date d'envoi de l'avis mentionné ci-dessus. Le remplaçant est considéré accepté si le SMA ne le récusé pas dans un délai de quinze (15) jours ouvrés à compter de la communication du nom du remplaçant. En cas de récusation du remplaçant, le Titulaire dispose d'un délai de quinze (15) jours ouvrés pour désigner un autre remplaçant. Les coûts de remplacement sont à la charge exclusive du Titulaire.

10.4 Cas de récusation d'un personnel de l'équipe du Titulaire

Pendant toute la durée du marché, le SMA se réserve le droit de récuser tout membre de l'équipe du Titulaire affecté au marché, qui s'avèrerait inadapté à l'exécution des prestations.

Le SMA devra alors indiquer par écrit les raisons pour lesquelles il souhaite récuser le personnel du Titulaire. Le Titulaire doit procéder au remplacement des personnels récusés dans les conditions suivantes : il doit proposer un remplaçant de niveau et compétence équivalentes dans les quinze (15) jours ouvrés suivant la réception de la demande de récusation.

Le SMA dispose d'un délai de quinze (15) jours ouvrés pour récuser le remplaçant. Si le SMA récusé le remplaçant, le Titulaire dispose de quinze (15) jours ouvrés pour proposer un autre remplaçant.

Les coûts de remplacement sont à la charge exclusive du Titulaire.

A défaut de proposition de remplaçant par le Titulaire ou en cas de récusation des remplaçants par le SMA, le marché peut être résilié pour faute du Titulaire.



11 Collaboration, conseil et suivi des prestations

11.1 Obligation de collaboration

Les Parties conviennent de collaborer étroitement dans le cadre de leur relation contractuelle.

Le Titulaire s'engage à communiquer les difficultés dont il pourrait prendre la mesure au regard de son expérience, au fur et à mesure de l'exécution des prestations, afin de permettre leur prise en compte le plus rapidement possible, participant ainsi à la réussite de l'ensemble.

Les Parties s'engagent mutuellement à se communiquer toutes les informations et/ou événements et/ou documents qui seraient utiles pour la bonne exécution du marché.

11.2 Obligation de conseil et de mise en garde

Le Titulaire est tenu à une obligation générale de conseil renforcée. A ce titre, il doit fournir spontanément au SMA l'ensemble des conseils, mises en garde, recommandations et alertes nécessaires à la bonne exécution des Prestations.

Les conseils à la charge du Titulaire dans le cadre de l'exécution du marché doivent faire l'objet d'un rapport écrit remis au SMA.

11.3 Structure de gouvernance

Les différents comités appelés à intervenir dans le cadre du pilotage et du suivi contractuel du marché sont définis au paragraphe « exigences organisationnelles » du CCTP.

11.4 Rôle du mandataire si le Titulaire est un groupement d'entreprises

Les dispositions du présent article sont applicables dans l'hypothèse où le Titulaire du marché est un groupement d'entreprises solidaire.

Le mandataire du groupement est l'interlocuteur unique du SMA.

Le mandataire doit transmettre à tous les cotraitants concernés les instructions, notes, directives, ordres de service, correspondances, informations et pièces relatives à l'exécution du marché, et de façon générale, toute pièce émanant du SMA et, de même, transmettre au SMA les correspondances, informations, réclamations, réserves et demandes des cotraitants susceptibles d'affecter l'exécution du marché.

Le mandataire coordonne la réalisation des Prestations du marché et garantit, au nom du groupement, leur bonne exécution.

Le paiement des prestations est effectué sur un compte unique ouvert au nom des membres du groupement ou du mandataire.

Le mandataire est seul habilité à présenter au pouvoir adjudicateur les demandes de paiements.



12 Qualité, continuité et sécurité du service

Le Titulaire s'engage à maintenir, pendant toute la durée du marché, un niveau maximal de qualité des conditions de livraison des fournitures prévues et de réalisation des prestations. Le Titulaire reconnaît comme essentiel, au titre du marché, de garantir la qualité des fournitures et des prestations au niveau le plus élevé des usages professionnels et des règles de l'art et de respecter le caractère permanent de la disponibilité du service et en conséquence, particulièrement, l'absence de défaillance des moyens de diverses natures fournis par lui pour exécuter le présent marché.

La Personne publique se réserve la possibilité d'effectuer ou de faire effectuer des contrôles sur la qualité des fournitures et prestations fournies par le Titulaire au titre du marché.

Les différents contrôles et mesures, matérialisés notamment par des constats ou des rapports effectués par la Personne publique ou par un tiers mandaté par celle-ci, sont opposables au Titulaire.

La Personne publique se réserve le droit de demander au Titulaire le remplacement du personnel affecté au marché pour des raisons dûment justifiées. Le Titulaire s'engage dans ce cas à remplacer la personne récusée.

13 Modalités de vérification et d'admission des prestations

Les prestations faisant l'objet du marché sont soumises à des opérations de vérification destinées à constater qu'elles sont réalisées conformément aux stipulations du marché.

13.1 Validation des livrables documentaires

Les modalités de vérification, validation des livrables, dits intermédiaires (compte-rendus de comités et de réunions, par exemple) sont fixées par le CCTP à l'article « Exigences organisationnelles » dans le cadre des instances de pilotage. Ces mêmes règles s'appliquent aux livrables documentaires finaux :

- Les livrables documentaires sont remis sous format électronique. Le SMA dispose d'un délai de dix (10) jours ouvrés par document, à compter de la livraison d'un document actée par un récépissé, pour notifier au Titulaire ses remarques et demandes de modifications par courriel.
- Le Titulaire s'engage à prendre en compte les remarques et demandes de modifications du SMA ou à justifier de leur non prise en compte dans un délai de cinq (5) jours ouvrés à compter de la notification par le SMA.
- Les modifications doivent apparaître en marques de révision.
- Si, à l'issue de cette nouvelle livraison, des remarques et/ou demandes de modification du SMA n'ont pas été prises en compte ou si leur non prise en compte



n'a pas été justifiée par le Titulaire, les parties s'engagent à réunir un comité ad hoc en vue de statuer sur ce différend.

13.2 Validation des livrables de type logiciel

Les prestations de réception font l'objet d'opérations de validation permettant au SMA de s'assurer que les prestations réalisées par le Titulaire sont conformes aux engagements, aux spécifications, aux normes et exigences applicables.

La validation se déroule en deux phases :

- La vérification d'aptitude (VA) ;
- La vérification de service régulier (VSR).

Pour les prestations d'évolutions :

- la durée de la VA est fixée à 1 mois ;
- la durée de la VSR est fixée à 3 mois (par dérogation au délai de trente jours indiqué dans le CCAG – TIC à l'article 32.4 « Vérifications quantitatives »).

Les tests de validation sont réalisés par le SMA. Le SMA, qui peut se faire assister par un prestataire tiers, prononce la VA sur la base des résultats de tests de VA menés durant la phase de recette.

Par dérogation à l'article 30.3 du CCAG-TIC, l'acheteur n'avise pas obligatoirement le titulaire des jours et heures fixés pour les vérifications, afin de lui permettre d'y assister ou de se faire représenter.

Par dérogation à l'article 33.2.2 du CCAG-TIC, si l'acheteur ne notifie pas sa décision dans le délai de sept jours mentionné au premier alinéa de l'article 33.2 du CCAG-TIC, le résultat de la vérification de service régulier n'est pas considéré comme positif ni comme négatif et la validation par le SMA n'est en aucun cas implicite.

14 Documentation

Toute documentation du Titulaire, produite dans le cadre de ses prestations est remise en langue française. Toute Prestation impliquant une modification de la Documentation se traduit par une mise à jour systématique de la Documentation, qui doit être remise par le Titulaire dans les meilleurs délais avant la réalisation de la Prestation.

Toute modification, adjonction, suppression, apportée à la Documentation remise par le Titulaire doit faire l'objet d'une identification expresse, immédiate et exploitable par le SMA.

15 Droit de la propriété industrielle et intellectuelle



15.1 Définitions

15.1.1 Définitions des résultats

Les résultats désignent tous les éléments, quels qu'en soient la forme, la nature et le support, qui sont réalisés dans le cadre des prestations du marché, tels que, notamment, les œuvres de l'esprit (en ce compris les logiciels et leur documentation), les bases de données, les marques, dessins ou modèles, noms de domaine et autres signes distinctifs, les inventions brevetables ou non au sens du code de la propriété intellectuelle, les données et les informations, et plus généralement tous les éléments protégés ou non par des droits de propriété intellectuelle ou par tout autre mode de protection, tels que le savoir-faire, le secret des affaires, le droit à l'image ou à la voix des personnes ou le droit à l'image des biens.

Les résultats comprennent les éléments réalisés par le titulaire dès l'appel à la concurrence ou toute consultation écrite de l'administration en vue de la remise d'une offre et qui sont liés directement à l'objet du présent marché.

15.1.2 Définition des connaissances antérieures

Les connaissances antérieures désignent tous les éléments, quels qu'en soient la forme, la nature et le support, qui sont incorporés aux résultats et/ou sont fournis pour répondre aux besoins de l'administration dans le cadre d'une prestation intellectuelle et qui appartiennent à l'administration, au titulaire ou à des tiers, ou qui leurs sont concédés en licence, mais qui ont été réalisés dans un cadre extérieur et indépendamment du marché, tels que notamment les œuvres de l'esprit (en ce compris les logiciels et leur documentation), les bases de données, les marques, noms de domaine et autres signes distinctifs, les dessins ou modèles, les inventions brevetables ou non au sens du code de la propriété intellectuelle, les données et les informations, et plus généralement tous les éléments protégés ou non par des droits de propriété intellectuelle ou par tout autre mode de protection, tels que le savoir-faire, le secret des affaires, le droit à l'image ou à la voix des personnes ou le droit à l'image des biens.

15.1.3 Définition des connaissances antérieures standards

Les connaissances antérieures standards désignent les connaissances antérieures conçues pour être fournies à plusieurs clients en vue de l'exécution d'une même fonction, tels que les logiciels standards et les autres contenus proposés sous licence standard. Elles regroupent l'ensemble des éléments soumis à une licence propriétaire ou libre.

15.2 Régimes

15.2.1 Régime général des connaissances antérieures et des connaissances antérieures standards

La conclusion du marché n'emporte pas transfert des droits de propriété intellectuelle ou des droits de toute autre nature afférents **aux connaissances antérieures et aux connaissances antérieures standards**. L'administration et le titulaire restent titulaires, chacun en ce qui les concerne, des droits de propriété intellectuelle ou des droits de toute autre nature portant sur **les connaissances antérieures**. Ils conservent leurs droits propres,



dont ceux d'exploitation, portant sur les connaissances antérieures et les **connaissances antérieures standards** incorporées dans les résultats, en ce compris leur savoir-faire.

Dès lors que le titulaire envisage d'utiliser des **connaissances antérieures** ou des **connaissances antérieures standards**, il s'engage à ce qu'elles soient identifiées dans son offre ou en toute hypothèse au fur et à mesure de l'exécution du marché, avant toute intégration et/ou utilisation **d'une connaissance antérieure** ou d'une **connaissance antérieure standard** non prévue dans l'offre.

Le titulaire précise l'ensemble des éléments nécessaires à l'utilisation **des connaissances antérieures et connaissances antérieures standards** par l'administration. Pour les connaissances **antérieures standards**, il précise en outre :

- les informations relatives au donneur de licence ;
- les conditions de la licence ;
- pour les connaissances antérieures standards logicielles sous licence propriétaire, les conditions de maintenance corrective, adaptative et évolutive ;
- pour les logiciels standards sous licence propriétaire qui seraient difficilement remplaçables, les mesures le cas échéant mises en place pour préserver les droits de l'administration (séquestre des codes sources par exemple).

A défaut d'identification expresse en tant que connaissance antérieure (standard ou non) dans l'offre ou en cours d'exécution, tout élément livré en exécution du marché **est réputé être un résultat**. Dans cette hypothèse, le titulaire peut choisir de remplacer l'élément concerné à ses frais afin qu'il soit compatible avec le régime des résultats.

Le titulaire, en sa qualité de professionnel, est seul responsable de l'analyse et du respect du régime juridique des connaissances antérieures et des connaissances antérieures standards qu'il intègre dans le cadre du marché.

Les droits d'utilisations sur les connaissances antérieures **standards** s'appliquent dans les conditions de leur licence, telle qu'acceptée par l'administration.

15.2.2 Régimes spécifiques applicables aux connaissances antérieures

En application de l'article 45.1 du CCAG-TIC, lorsque le titulaire incorpore des **connaissances antérieures** dans les résultats ou fournit des connaissances antérieures dans le cadre de l'exécution du marché ou que **des connaissances antérieures**, sans être incorporées aux résultats, sont strictement nécessaires pour la mise en œuvre des résultats, le titulaire autorise l'administration à utiliser les **connaissances antérieures** pour les mêmes droits, durée, territoire et finalités d'utilisation que ceux prévus dans le **régime applicable aux résultats**. L'administration n'est pas autorisée à utiliser les connaissances antérieures indépendamment de l'utilisation des résultats, sauf si elles sont placées sous un régime d'utilisation qui le permet.

Pour les logiciels, le droit de pouvoir les rétrocéder à tout tiers et de pouvoir les diffuser sous licence libre prévu au bénéfice de l'administration sur les résultats ne s'applique pas aux **connaissances antérieures**, sauf stipulations contraires dans l'accord-cadre ou si elles sont placées sous un régime d'utilisation qui le permet.

L'autorisation d'utiliser les **connaissances antérieures** est comprise dans le prix de l'accord-cadre. Au cours de l'exécution de l'accord-cadre, le titulaire ne peut utiliser ou incorporer, sans l'accord préalable de l'administration, des connaissances antérieures nécessaires à la réalisation de l'objet de l'accord-cadre qui seraient de nature à limiter ou à rendre plus coûteux l'exercice des droits afférents aux résultats.



Le titulaire ne peut utiliser les connaissances antérieures de l'administration que dans le cadre de l'exécution de l'accord-cadre et s'engage à ne pas divulguer les informations confidentielles contenues dans ces **connaissances antérieures**.

L'administration reste donc titulaire des droits portant sur les connaissances antérieures qu'elle apporte. Ainsi, le titulaire ne peut donc pas les exploiter dans un autre contexte sans autorisation préalable de l'administration.

15.2.3 Régimes spécifiques applicables aux connaissances antérieures standards

15.2.3.1 Généralités

Il est demandé au titulaire de lister dans son offre l'ensemble des connaissances **antérieures standards**. Par conséquent, il est **interdit d'insérer un composant sous licence libre ou propriétaire, qu'il soit la propriété du titulaire du présent accord-cadre ou d'un autre éditeur** sans l'accord préalable de l'administration.

Aussi et conformément à l'article 45.2 du CCAG-TIC, si le titulaire envisage au cours de l'exécution de l'accord-cadre d'utiliser une connaissance **antérieure standard** non listée dans son offre, il doit obtenir l'accord préalable de l'administration.

A cet effet, l'ensemble des connaissances antérieures standards peu importe leur régime, doivent être listées et définies précisément au fur et à mesure de l'exécution du présent accord-cadre accompagnées de leur régime juridique (copyright, licence, etc.).

Les logiciels cités à l'article XII.2.3.4 du présent CCAP font partis des connaissances antérieures standards qui sont la propriété du titulaire.

15.2.3.2 Régime des droits relatifs aux logiciels standards incorporés aux résultats : logiciels « propriétaire » d'un autre éditeur

Conformément à l'article 45.2 du CCAG-TIC, les droits d'utilisation sur les connaissances antérieures standards s'appliquent dans les conditions de leur licence, telle qu'acceptée par l'administration.

A cet effet, le logiciel est encadré par sa licence de diffusion quant à ses droits de diffusion, de ses correctifs, de ses adaptations et de ses évolutions et ne peut faire l'objet de la part de l'administration de conditions restrictives.

Le prix de cette licence est compris dans le montant de l'accord-cadre pour les utilisations prévues (à l'exception de la licence DYNACASE) dans le cadre de l'accord-cadre marché et pour la durée de l'accord-cadre.

Le titulaire s'assure auprès de ses éditeurs que les codes sources des logiciels standards accompagnés de l'ensemble des éléments de documentation et plus généralement de l'ensemble des informations nécessaires pour en permettre l'exploitation sont régulièrement déposés, à leurs frais, auprès de l'APP (Agence pour la Protection des Programmes), agissant en tant que tiers séquestre ou tout autres tiers-séquestre.

L'administration, comme le titulaire, pourront accéder aux codes sources, sous le contrôle de la Commission d'accès de l'APP, en application de l'article 6 du règlement général de l'APP. Cet accès peut être effectué dans les cas suivants notamment :

- en cas de défaillance de l'un de ces éditeurs ;
- en cas de panne bloquante dans le fonctionnement du logiciel ;



- en cas de redressement ou liquidation judiciaire de l'un de ces éditeurs.

Il ne dispense pas le titulaire de son devoir d'information et de conseil relatif à l'utilisation des logiciels concernés.

15.2.3.3 Régime des droits relatifs aux logiciels standards incorporés aux résultats : logiciels diffusés sous un régime de « licence libre »

Conformément à l'article 45.2 du CCAG-TIC, les droits d'utilisation sur les connaissances antérieures standards s'appliquent dans les conditions de leur licence, telle qu'acceptée par l'administration.

L'utilisation de logiciel standard diffusé sous **licence libre** est encadrée par sa licence de diffusion quant à ses droits de diffusion, de ses correctifs, de ses adaptations et de ses évolutions et ne peut faire l'objet de la part de l'administration de conditions restrictives.

Il est demandé au titulaire d'annexer systématiquement le « **copyright** » ainsi que le **nom de la licence de diffusion** associée aux logiciels au moment de la livraison ou de l'intégration du logiciel.

Lorsque le titulaire utilise un **logiciel libre**, les résultats seront conformes à la licence du logiciel utilisé. L'administration n'a pas de restriction quant à la nature des licences à utiliser. Il ne dispense pas le titulaire de son devoir d'information et de conseil relatif à l'utilisation des logiciels concernés.

15.2.3.4 Régime des droits relatifs aux logiciels standards incorporés aux résultats : logiciels standards (logiciels propriétaire du titulaire)

Le titulaire de l'accord-cadre concède, à titre non exclusif, à l'administration, pour la France et pour la durée légale des droits d'auteur, le droit d'utiliser ou de faire utiliser au sens de l'article

L. 122-6 (1^o) du code de la propriété intellectuelle, le ou les logiciels standards et la documentation y afférente pour les besoins découlant de l'objet de l'accord-cadre, dans la limite des éventuelles conditions restrictives prévues et acceptées par l'administration dans les documents particuliers de l'accord-cadre. Dans l'hypothèse d'une publication sur internet, les droits sont concédés pour le monde entier.

Le titulaire de l'accord-cadre ne peut se réserver le droit exclusif de procéder aux corrections rendues nécessaires pour l'utilisation du ou des logiciels standards conforme à leur destination.

Le titulaire de l'accord-cadre autorise l'administration à extraire et exploiter librement les bases de données incluses, le cas échéant, dans les résultats, notamment en vue de la mise à disposition des informations publiques à des fins de réutilisation à titre gratuit ou onéreux. En cas de cessation de l'accord-cadre pour quelque cause que ce soit, l'administration et les tiers désignés dans l'accord-cadre demeurent licenciés de l'ensemble des droits d'utilisation portant sur les résultats et les connaissances antérieures, qui sont nécessaires pour les besoins découlant de l'objet de l'accord-cadre. L'administration et les tiers désignés dans l'accord-cadre ont la possibilité de sous-licencier ou de sous-traiter la mise en œuvre des résultats pour leur propre compte, dans les limites de l'objet de l'accord-cadre. Le prix de cette concession est compris dans le montant du marché pour les utilisations prévues dans le cadre du marché et pour la durée du marché.

Le titulaire a un devoir d'information et de conseil relatif à l'utilisation des logiciels concernés. Ces logiciels sont la propriété du titulaire.



15.2.4 Régime des résultats relatifs aux logiciels spécifiques

En application de l'article 46 du CCAG-TIC et complété comme suit, le titulaire de l'accord-cadre **cède, à titre non exclusif**, l'intégralité des droits ou titres de toute nature afférents aux résultats issus de la partie développée spécifiquement pour l'administration, permettant à l'administration de les exploiter librement, y compris à des fins commerciales pour les destinations précisées dans les documents contractuels.

Il est entendu que l'administration bénéficiaire de la cession peut rétrocéder ou concéder à titre non exclusif certains droits d'exploitation au bénéfice du titulaire de l'accord-cadre. Les droits cédés le sont pour tous pays et pour tous supports. L'administration en dispose pendant la période déterminée à l'article L. 123-1 du code de la propriété intellectuelle et dans les conditions fixées aux cahiers des charges.

Le titulaire de l'accord-cadre reste seul responsable à l'égard de ses salariés et des tiers intervenant pour son compte.

15.2.4.1 Droits de l'administration

Il est fait application de l'article 46.2 du CCAG-TIC.

Les droits portant sur les résultats qui ont la forme de logiciels comportent, en outre, notamment les droits d'évaluer, d'observer, de tester, de dupliquer, de charger, d'afficher, de stocker, d'exécuter, de modifier, d'arranger, décompiler, assembler, transcrire tout ou partie des résultats, et d'en faire le maintien en conditions opérationnelles.

15.2.4.2 Finalités et besoins d'utilisation des résultats

Il est fait application de l'article 46.1 du CCAG-TIC.

15.2.4.3 Dispositions communes

Il est fait application de l'article 46.4 du CCAG-TIC.

15.2.4.4 Garanties des droits

Il est fait application de l'article 46.4.2 du CCAG-TIC.

15.2.4.5 Droits du titulaire de l'accord-cadre

Il est fait application de l'article 46.3 du CCAG-TIC.

15.2.5 Régime des résultats relatifs aux livrables des prestations

Par dérogation à l'article 46 du CCAG-TIC, le titulaire du marché cède, à titre exclusif, l'intégralité des droits ou titres de toute nature afférents à tous les livrables attachés aux prestations à savoir l'ensemble des études, analyse d'impact, support de formation ou tout autres livrables découlant de ces prestations afin de permettre à l'administration de les exploiter librement.

Ces droits comprennent l'ensemble des droits patrimoniaux de reproduction et de représentation et notamment d'adaptation, d'arrangement, de correction, d'évolution, d'incorporation afférents aux résultats.

Le ministère de l'intérieur se réserve en particulier le droit de confier l'utilisation des documents et supports résultants de l'exécution de la prestation aux tiers de son choix et,



par ailleurs, d'utiliser les résultats, mêmes partiels, des prestations pour procéder notamment à l'achèvement de son programme de formation.

De manière générale, le titulaire du marché ne peut opposer ses droits ou titres de propriété intellectuelle ou ses droits de toute autre nature pour l'exploitation des résultats.

En cas de cessation du marché pour quelque cause que ce soit, l'administration demeure cessionnaire de l'ensemble des droits d'exploitation afférents aux résultats des prestations concernées.

15.2.6 Garantie des droits en cas de revendication d'un tiers

Par dérogation à l'article 46.4.2 du CCAG-TIC et complété comme suit, le titulaire garantit à l'administration la jouissance pleine et entière, libre de toute servitude, des droits cédés ou licenciés aux termes de l'accord-cadre sur les résultats et les connaissances antérieures standards ou non.

A ce titre, il garantit :

- qu'il est titulaire ou détient les droits cédés ou licenciés ;
- qu'il dispose des autorisations relatives aux droits de la personnalité et plus généralement dispose de toutes les autorisations nécessaires pour les finalités et besoins d'utilisation applicables au marché ;
- les droits cédés ou licenciés afférents aux résultats ou aux connaissances antérieures standards ou non, à l'administration, lors de toute cession ou licence de droits portant sur les résultats ou les connaissances antérieures standards ou non ;
- que les résultats, les connaissances antérieures et les connaissances antérieures standards utilisés suivent le régime des droits d'utilisation applicables au marché ;
- qu'il s'engage à son choix, (i) à modifier ou de remplacer les éléments objet du litige ou d'un risque sérieux de litige, de manière qu'ils cessent de tomber sous le coup de la réclamation, tout en restant conformes aux spécifications du marché, (ii) à faire en sorte que l'administration puisse utiliser les éléments en litige sans limitation ni frais supplémentaires, ou, (iii) dans le cas où l'une de ces solutions ne peut être raisonnablement mise en œuvre, à rembourser à l'administration les sommes payées au titre des éléments objet du litige et à l'indemniser du préjudice subi.

Si l'administration est poursuivie pour contrefaçon, concurrence déloyale ou parasitisme sans faute de sa part du fait de l'utilisation des résultats et des connaissances antérieures ou non conforme aux stipulations des articles 44 à 46 du CCAG-TIC, elle en informe sans délai le titulaire qui pourra alors intervenir à l'action judiciaire

Dans ces hypothèses, le titulaire de l'accord-cadre prendra à sa charge, à première demande de l'administration et sans plafond financier, tous dommages et intérêts auxquels l'administration serait, en l'absence de faute qui lui serait directement imputable, condamnée à raison d'un acte de contrefaçon, de concurrence déloyale ou de parasitisme, du fait de l'exploitation des résultats et des connaissances antérieures du titulaire de l'accord-cadre conforme aux dispositions de l'accord-cadre dès lors que la condamnation les prononçant devient exécutoire.

De même, le titulaire de l'accord-cadre prendra à sa charge, à première demande de l'administration et sans plafond financier, toute indemnité transactionnelle née d'une personne invoquant un droit auquel l'utilisation des résultats et des connaissances antérieures standards ou non conforme aux stipulations des articles 44 à 46 aurait porté atteinte auxquels l'administration serait, en l'absence de faute qui lui serait directement



imputable, obligé de verser à raison d'un acte de contrefaçon, de concurrence déloyale ou de parasitisme, du fait de l'exploitation des résultats et des connaissances antérieures du titulaire de l'accord-cadre conforme aux dispositions de l'accord-cadre à compter de la signature de la transaction.

Sur simple demande, le titulaire s'engage, à ses frais, à remplacer les résultats, les connaissances antérieures standards ou non qui ne permettraient pas à l'administration de les exploiter dans les conditions prévues dans le cadre du marché.

La responsabilité du titulaire n'est pas engagée pour toute allégation concernant :

- les connaissances antérieures standards ou non que l'administration a fournies au titulaire pour l'exécution de l'accord-cadre ;
- les éléments incorporés dans les résultats à la demande expresse de l'administration ;
- les modifications, adaptations apportées aux résultats, si la cause de l'allégation trouve son fondement dans une modification ou une adaptation apportées par l'administration ou à sa demande expresse.

Le titulaire dégage l'administration de toutes les obligations légales et conventionnelles vis-à-vis des salariés ou commettants du titulaire.

En application de l'article 46.4.3, du CCAG-TIC, le titulaire ne peut opposer ses droits ou titres de propriété intellectuelle ou ses droits de toute autre nature à l'utilisation des résultats et des connaissances antérieures, lorsque celle-ci est conforme aux besoins d'utilisation applicables au marché.

Le titulaire ne peut notamment opposer aucun droit portant sur l'apparence graphique, les enchaînements et intitulés de menus ou de commandes qui seraient de nature à limiter les besoins d'évolution, d'adaptation, de traduction ou d'incorporation des résultats à des fins notamment d'interopérabilité avec d'autres systèmes et logiciels.

Le titulaire autorise l'administration à extraire et réutiliser librement les bases de données incluses dans les résultats, notamment en vue de la mise à disposition des informations publiques à des fins de réutilisation à titre gratuit ou onéreux.

En cas de cessation de l'accord-cadre pour quelque cause que ce soit, l'administration conserve les droits d'utilisation applicables à l'accord-cadre.

L'administration a la possibilité de sous-céder, sous-licencier ou de sous-traiter la mise en œuvre des résultats, connaissances antérieures et connaissances antérieures standards pour son propre compte, dans les limites de l'objet de l'accord-cadre.

L'administration peut librement publier les résultats sous réserve des éventuelles obligations de confidentialité

fixées par les documents particuliers de l'accord-cadre et que cette publication ne constitue pas une divulgation au sens du droit de la propriété industrielle.

L'existence de restrictions au droit de publier les résultats ne fait pas obstacle à la publication d'informations générales sur l'existence de l'accord-cadre et la nature des résultats.

Les limites au pouvoir de publication ne s'opposent pas à la possibilité, pour l'administration, pour la mise en œuvre de leurs droits, de communiquer à un tiers ces résultats, en tout ou partie, dans le respect de l'article 5.1 du CCAG-TIC.

Toute publication doit mentionner le nom du titulaire et des auteurs.



Les parties s'informent mutuellement des modifications qu'elles souhaitent opérer sur les résultats afin de recueillir les observations utiles de l'autre partie. Elles s'accordent la libre disposition des modifications mineures et des corrections apportées aux résultats.

Il est expressément stipulé que le « reversement » à la communauté n'est pas automatique. Le titulaire, en charge du reversement, devra systématiquement recueillir l'accord préalable de l'administration.

16 Contrôle de l'exécution des prestations

16.1 Audits

Le SMA peut, pendant l'exécution du marché et sans qu'il soit nécessaire d'en justifier les raisons auprès du Titulaire, réaliser ou faire réaliser par tout auditeur de son choix des audits. Dans le cas de recours à un auditeur externe, ce dernier ne peut être un concurrent direct du Titulaire. Le SMA s'engage à avertir le Titulaire par écrit de toute mission d'audit avec un préavis minimum de sept (7) jours ouvrés en lui communiquant l'objet, la durée de la mission, ainsi que le nom des auditeurs détachés. Dans le cas de recours à un auditeur externe, ce dernier est considéré comme accepté par le Titulaire dès lors que le Titulaire ne formule pas une contestation motivée dans un délai de deux (2) jours ouvrés à compter de la réception du préavis mentionnant l'identité des auditeurs. En cas de désaccord concernant l'identité de l'auditeur externe, les parties s'engagent à réunir un comité ad hoc en vue de statuer sur ce différend. Le Titulaire s'engage à collaborer de bonne foi et sans réserve avec tout auditeur ainsi désigné : il doit faciliter l'accès des auditeurs à tout document ou information ou autre élément utile au bon déroulement de la mission d'audit, en particulier en répondant aux différentes questions.

A la demande du Titulaire, le SMA s'engage par ailleurs à faire signer à chaque auditeur chargé d'une mission d'audit, un engagement personnel de confidentialité.

Le rapport d'audit fait l'objet d'un examen contradictoire par le Titulaire et le SMA.

Au cas où un rapport d'audit ferait apparaître un manquement non contesté de manière motivée par le Titulaire à ses obligations contractuelles, le Titulaire s'engage à mettre en œuvre les mesures correctives nécessaires, dans un délai de cinq (5) jours ouvrés, à compter de la notification du SMA et ce, aux frais du Titulaire.

Le SMA et le Titulaire conviennent qu'en tout état de cause, la procédure d'audit ou sa non mise en œuvre n'exonère d'aucune manière le Titulaire du respect de ses obligations contractuelles.

L'ensemble des dispositions prises par le Titulaire pour l'audit, notamment le temps passé par le personnel du Titulaire reste à la charge du Titulaire.

16.2 Mise à disposition des informations par le Titulaire

Le Titulaire s'engage à conserver toutes les informations collectées, de quelque nature que ce soit, dans le cadre de l'exécution du marché.

Le Titulaire s'engage également à rendre compte au SMA et aux interlocuteurs désignés par ce dernier des informations utiles concernant la conduite du Projet et les conditions de fourniture du Service, et en particulier des éventuelles difficultés rencontrées.



17 Pénalités applicables dans le cadre du marché

Par dérogation à l'article 14 du CCAG-TIC, les pénalités sont applicables dès le premier euro.

17.1 Pénalités relatives au non-respect des indicateurs de qualité des prestations

Pendant toute la durée d'exécution du marché, le Titulaire encourt des pénalités en cas de non atteinte des objectifs de qualité de service définis au CCTP, ces pénalités sont cumulables et calculées sur une base mensuelle.

17.1.1 Pénalités relatives à un défaut de pilotage du projet

La qualité du pilotage de la prestation est définie sur la base des indicateurs spécifiés au CCTP :

- IP1 Fourniture des tableaux de bord de pilotage du projet de mise en œuvre du SI Lagon ;
- IP2 Fourniture des supports de présentation aux comités et de leur compte-rendu.

A chacun de ces indicateurs est associé un niveau d'exigence précisé au CCTP. Le non-respect des niveaux d'exigence rend applicable la pénalité correspondante selon les modalités suivantes :

- IP1 : Fourniture des tableaux de bord de pilotage du projet de mise en œuvre du SI Lagon :
 - le premier dépassement de délai, sur une période de 12 mois glissants, pour la fourniture du tableau de bord de pilotage est matérialisé par une pénalité de 1 % du coût mensuel de service opérationnel ;
 - le second dépassement de délai, sur une période de 12 mois glissants, pour la fourniture du tableau de bord de pilotage est matérialisé par une pénalité de 2 % du coût mensuel de service opérationnel ;
 - le troisième dépassement de délai ainsi que chaque dépassement suivant, sur une période de 12 mois glissants, pour la fourniture du tableau de bord de pilotage sont matérialisés par une pénalité de 5 % du coût mensuel de service opérationnel ;
- IP2 : Fourniture des supports de présentation aux comités et production des comptes rendus :
 - le premier dépassement de délai, sur une période de 12 mois glissant, pour la fourniture des supports de présentation aux comités ou la production des comptes-rendus est matérialisé par une pénalité de 1 % du coût mensuel de service opérationnel ;



- le second dépassement de délai, sur une période de 12 mois glissant, pour la fourniture des supports de présentation aux comités ou la production des comptes rendus est matérialisé par une pénalité de 2 % du coût mensuel de service opérationnel ;
- le troisième dépassement de délai ainsi que chaque dépassement suivant, pour la fourniture des supports de présentation aux comités ou la production des comptes rendus est matérialisé par une pénalité de 5 % du coût mensuel de service opérationnel.

17.1.2 Pénalités de retard de livraison

Conformément à l'article 14.1 du CCAG-TIC, sous réserve des stipulations des articles 13.3 et 21.5 du CCAG-TIC, en cas de retard dans l'exécution des prestations par le titulaire, le SMA applique des pénalités.

Dans le cadre d'un projet d'évolution, le calendrier de référence est précisé au sein de l'étude d'impact réalisée par le Titulaire. Le retard calendaire est apprécié sur la base de la date de livraison logicielle pour lancement des opérations de recette par le SMA.

Lorsque le SMA envisage d'appliquer les pénalités de retard, il invite, par écrit, le titulaire à présenter ses observations dans un délai de quinze (15) jours calendaires. Cette invitation précise le montant des pénalités susceptibles d'être appliquées, le ou les retards concernés ainsi que le délai imparti au titulaire pour présenter ses observations. A défaut de réponse du titulaire dans ce délai ou si l'acheteur considère que les observations formulées par le titulaire en application du premier alinéa ne permettent pas de démontrer que le retard n'est pas imputable à celui-ci ou à ses sous-traitants, les pénalités pour retard s'appliquent et sont calculées à compter du lendemain du jour où le délai contractuel d'exécution des prestations est expiré.

Les éventuelles pénalités sont applicables sur la base du montant global des prestations de type réalisation prévue par l'étude d'impact.

Une demande d'évolution de LAGON doit pouvoir être livrée pour vérification au COMSMA dès fin du mois de septembre 2022. En cas de dépassement de ce délai contractuel, une pénalité est appliquée sur la base du montant total de l'évolution commandée selon la formule suivante :

$$P = \frac{V \times R}{1000}$$

Dans laquelle :

- P = montant des pénalités ;
- V = valeur des prestations sur laquelle est calculée la pénalité, cette valeur étant égale au montant en prix de base, hors variations de prix et hors du champ d'application de la TVA, de la partie des prestations en retard ou de l'ensemble des prestations, si le retard d'exécution d'une partie rend l'ensemble inutilisable ;
- R = nombre de jours de retard.



Les pénalités précitées sont cumulables.

Par application de l'article 14.1.2 du CCAG-TIC, les pénalités sont plafonnées à 10% du montant du bon de commande de la prestation pour laquelle le manquement a été constaté.

Dans le cas où les pénalités atteindraient le plafond susmentionné, l'accord-cadre peut être résilié aux torts du titulaire, moyennant le paiement du montant des pénalités restant dû.

17.1.3 Pénalités de non-respect de la qualité de service en phase de maintien en conditions opérationnelles

Le SMA pourra appliquer une pénalité dans le cas d'un dépassement du délai maximum de traitement d'un incident, d'une anomalie (prestation de réception) ou d'une demande de support (prestation de tierce maintenance applicative).

Les indicateurs concernés sont les suivants :

- IQ1 Délai de traitement d'une demande de correction bloquante ;
- IQ2 Délai de traitement d'une demande de correction majeure ;
- IQ3 Délai de traitement d'une demande de correction mineure ;
- IQ4 Délai de réponse à une demande de support ;
- IQ5 Respect des exigences de disponibilité.

A chacun de ces indicateurs est associé un niveau d'exigence précisé au CCTP. Le non-respect des niveaux d'exigence rend applicable la pénalité correspondante selon les modalités suivantes :

- IQ1 :
 - 1 % du coût de la prestation de maintien en conditions opérationnelles si ce dépassement concerne entre 0 % et 10 % des demandes concernées sur la durée calendaire de la prestation ;
 - 5 % du coût de la prestation de maintien en conditions opérationnelles si ce dépassement concerne entre 10 % et 20 % des demandes concernées sur la durée calendaire de la prestation ;
 - 10 % du coût de la prestation de maintien en conditions opérationnelles si ce dépassement concerne entre 20 % et 30 % des demandes concernées sur la durée calendaire de la prestation ;
 - 20% du coût de la prestation de maintien en conditions opérationnelles si ce dépassement concerne plus de 30 % des demandes concernées sur la durée calendaire de la prestation.
- IQ2 :
 - 1 % du coût de la prestation de maintien en conditions opérationnelles si ce dépassement concerne entre 0 % et 10 % des demandes concernées sur la durée calendaire de la prestation ;
 - 3 % du coût de la prestation de maintien en conditions opérationnelles si ce dépassement concerne entre 10 % et 20 % des demandes concernées sur la durée calendaire de la prestation ;



- 6 % du coût de la prestation de maintien en conditions opérationnelles si ce dépassement concerne entre 20 % et 30 % des demandes concernées sur la durée calendaire de la prestation ;
- 12 % du coût de la prestation de maintien en conditions opérationnelles si ce dépassement concerne plus de 30 % des demandes concernées sur la durée calendaire de la prestation.
- IQ3 :
 - 0,5 % du coût de la prestation de maintien en conditions opérationnelles si ce dépassement concerne entre 0 % et 10 % des demandes concernées sur la durée calendaire de la prestation ;
 - 2 % du coût de la prestation de maintien en conditions opérationnelles si ce dépassement concerne entre 10 % et 20 % des demandes concernées sur la durée calendaire de la prestation ;
 - 4 % du coût de la prestation de maintien en conditions opérationnelles si ce dépassement concerne entre 20 % et 30 % des demandes concernées sur la durée calendaire de la prestation ;
 - 8 % du coût de la prestation de maintien en conditions opérationnelles si ce dépassement concerne plus de 30 % des demandes concernées sur la durée calendaire de la prestation.
- IQ4 : sur la durée calendaire de la prestation de maintien en conditions opérationnelles :
 - si une demande n'est pas traitée dans le délai demandé, une pénalité de 1 % du coût de la prestation de maintien en conditions opérationnelles sera appliquée ;
 - si plus de 5 % des demandes ne sont pas traitées dans le délai demandé, une pénalité de 5 % du coût de la prestation de maintien en conditions opérationnelles sera appliquée ;
 - si plus de 15 % des demandes ne sont pas traitées dans le délai demandé, une pénalité de 15 % du coût de la prestation de maintien en conditions opérationnelles sera appliquée ;
 - si plus de 30 % des demandes ne sont pas traitées dans le délai demandé, une pénalité de 30 % du coût de la prestation de maintien en conditions opérationnelles sera appliquée ;
 - au-delà de 50 % des demandes non traitées dans le délai demandé, une pénalité d'un montant proportionnel au taux de demandes non traitées dans le délai est appliquée coût de la prestation de maintien en conditions opérationnelles.
- IQ5 : respect des exigences de disponibilité :
 - 5 % du coût de la prestation de maintien en conditions opérationnelles si la disponibilité est comprise entre 98 % et 99,49 % ;
 - 10 % du prix global de la réalisation si la dégradation est comprise entre 90 % et 97,99 % des performances attendues ;
 - 20 % du prix global de la réalisation si la dégradation est comprise entre 75 % et 89,99 % des performances attendues ;



- toute dégradation entraînant une disponibilité inférieure à 74,99% peut donner lieu à la résiliation du marché sans indemnité.

17.2 Pénalité en cas de non-respect de la politique de sécurité des SI

En application de l'article 14.3 du CCAG-TIC, en cas de violation des mesures de sécurité et de protection des informations sensibles, ainsi que des obligations de confidentialité exposées en annexe I au présent CCAP, le titulaire s'expose à l'application d'une sanction pécuniaire.

Cette sanction pécuniaire est calculée de la façon suivante :

- en cas de non-respect des règles de sécurité et de protection des informations sensibles n'impliquant pas des données à caractère personnel : pour chacun des faits constatés, application d'une sanction égale à 0,5% du montant exécuté HT de l'accord-cadre à la date de constatation du fait générateur ;
- en cas de non-respect des règles de sécurité et de protection des informations sensibles impliquant des données à caractère personnel : pour chacun des faits constatés, application d'une sanction égale à 2% du montant exécuté HT de l'accord-cadre à la date de constatation du fait générateur.

En cas de constatation de plusieurs faits générateurs, indifféremment du niveau de sensibilité des informations concernées, les sanctions pécuniaires ainsi établies sont appliquées de façon cumulative.

Les sanctions pécuniaires sont appliquées après mise en demeure du titulaire de se conformer aux mesures de sécurité et de protection des informations sensibles exposées en annexe I au présent CCAP, adressée par tout moyen vérifiable de correspondance.

L'application par le titulaire des mesures correctives visées dans sa mise en demeure ne saurait l'exonérer du paiement des sanctions pécuniaires.

Le montant des sanctions pécuniaires ainsi établies vient en déduction des paiements à effectuer au titre de toute facture afférente aux prestations exécutées à la date de survenance du fait générateur.

Les sanctions pécuniaires sont appliquées sans préjudice des sanctions pénales encourues par le titulaire.

17.3 Pénalité en cas de non-respect de la clause sociale de formation sous statut scolaire

Dans le cadre de l'application de la clause sociale de formation sous statut scolaire prévue à l'annexe V du CCAP, le titulaire encourt dans mise en demeure préalable les pénalités suivantes :

- 500 € HT si l'interlocuteur désigné par le titulaire dans la « fiche entreprise (cadre de réponse) » pour appliquer la clause sociale de formation sous statut



scolaire est absent lors de la réunion spécifique à la mise en œuvre de ladite clause sociale

- 500 € HT si, après demande du COMSMA, le titulaire ne transmet pas dans un délai de 10 jours ouvrés les documents suivants : la « Fiche entreprise » (modifiée le cas échéant), la convention de stage, l'attestation de présence, le bilan croisé.
- Une pénalité HT égale au nombre d'heures de formation prévu par le marché et non réalisé du fait du titulaire, multiplié par 10.

18 Nantissement / cession de créances

Le Titulaire peut céder ou nantir tout ou partie des créances résultant du présent marché conformément aux dispositions de l'article R2191-46 du CCP.

La personne habilitée à fournir les renseignements énumérés à l'article R2191-60 du CCP est le chef d'état-major du SMA.

19 Modalités d'exécution des prestations

19.1 Modalités d'exécution des prestations forfaitaires globales

Les prestations listées ci-après sont traitées à prix global et forfaitaire. Elles ne sont commandées qu'une seule fois :

- tierce maintenance applicative ;
- tierce maintenance d'exploitation.

Le début de l'exécution de la prestation initiale sera signifié au Titulaire par ordre de service. La prestation relative aux évolutions du SI est commandée par bon de commande selon les modalités précisées à l'article infra.

19.2 Modalités d'exécution des prestations commandées par bons de commande

Le déclenchement des prestations relatives aux formations, aux évolutions et de réversibilité est subordonné à l'émission préalable d'un bon de commande, émis au fur et à mesure des besoins du SMA.

Le directeur de projet du SMA ou son représentant dûment habilité émet et signe chaque bon de commande. Chaque bon de commande fait référence aux prix des prestations, tels qu'indiqués dans la grille de prix annexée à l'Acte d'Engagement.

Le Bon de commande précise obligatoirement :

- le numéro du marché et le numéro du bon de commande ;
- l'objet détaillé de la (des) prestation(s), en référence aux prestations prévues par le CCTP ;



- le prix Hors Taxe et Toutes Taxes Comprises de la (des) prestations, objet de la commande ;
- le cas échéant, le délai d'exécution de la Prestation ;
- le cas échéant, toute précision utile à l'exécution de la commande ;
- les modalités de facturation prévues, conformément aux dispositions du présent CCAP.

Pour la commande d'une prestation de formation complémentaire (UO-FORC), l'administration s'engage à transmettre le bon de commande au moins 2 mois avant la date de réalisation de celle-ci. Le titulaire établit un devis pour les frais de déplacement et d'hôtellerie. L'administration répond par tout moyen dans un délai de 48h maximum après réception du devis. L'acceptation de celui-ci fait l'objet d'un commun accord entre les parties.

Par dérogation à l'article 3.7.2 du CCAG-TIC, le Titulaire dispose d'un délai de 5 (cinq) jours ouvrés à compter de la réception du Bon de commande pour faire part au SMA de remarques éventuelles.

Le SMA rédigera, le cas échéant, un bon de commande rectificatif qui annulera et remplacera le précédent. Passé ce délai, le Titulaire est réputé avoir accepté le Bon de commande aux conditions fixées.

Les bons de commande pourront être émis jusqu'au dernier jour de validité du marché. Les délais d'exécution ne pourront être supérieurs à six (6) mois au-delà du terme du marché.

20 Prix des prestations

20.1 Forme et contenu des prix

Le marché comporte des prestations traitées à prix forfaitaire et des prestations traitées à prix unitaires, tels que ces prix sont indiqués dans l'annexe financière à l'acte d'engagement. Les prestations traitées à prix global et forfaitaire sont relatives :

- à la tierce maintenance applicative,
- à la tierce maintenance d'exploitation,
- à la réversibilité.

Les prestations traitées à prix unitaires sont relatives :

- aux évolutions du système LAGON,
- aux actions de formation.

Par dérogation à l'article 10.1.4 du CCAG-TIC, dans le cadre du présent accord-cadre, les prestations sont traitées sur la base des conditions tarifaires figurant dans l'acte d'engagement, lesquelles sont réputées comprendre tous les frais nécessaires à la réalisation des prestations. Le niveau des charges sur lequel le titulaire s'est fondé pour établir lesdits prix emporte engagement de sa part.

Ce niveau de charge peut être dépassé sans supplément de prix pour l'administration. Il couvre notamment :



- les prestations, objet des commandes, et leurs frais annexes ;
- les frais relatifs à l'assurance ;
- les frais éventuels de conditionnement, d'emballage, de manutention et de livraison ;
- la documentation en langue française ;
- les frais de transport, de déplacement, de restauration et d'hébergement du personnel du titulaire ;
- les prélèvements obligatoires divers ;
- les frais relatifs aux réunions et aux comptes-rendus, y compris les éventuelles réunions préparatoires ;
- la concession éventuelle de droits d'utilisation des méthodes, outils et des documents utilisés pour réaliser les prestations, objet des commandes.

Ces prix sont établis hors taxes et réputés comprendre tous les frais nécessaires à la réalisation des prestations. Les prix du marché sont réputés comprendre toutes les charges fiscales ou autres, frappant obligatoirement les prestations, ainsi que toutes les autres dépenses nécessaires à l'exécution des prestations (secrétariat, frais annexes, déplacements, séjour...), les marges pour risque et les marges bénéficiaires.

20.2 Précisions sur les modalités d'exécution des prestations complémentaires commandées sur devis

Des prestations complémentaires peuvent exceptionnellement être commandées sur devis. Ces prestations sont rigoureusement liées à l'objet de l'accord-cadre et nécessaires à son exécution. Elles correspondent à la part de services et de fournitures qui ne peut pas être définie avec précision dans l'accord-cadre initial.

Sur la durée complète d'exécution de l'accord-cadre, le montant HT cumulé des prestations complémentaires est plafonné à 10% du montant maximum HT.

20.3 Modalités de révision des prix

Les prix du marché sont révisables par application de la formule ci-après, à chaque date anniversaire de notification du marché par référence à l'indice Syntec.

L'indice de base est la valeur du dernier indice publié au moment de l'établissement de l'offre et l'indice à prendre en considération annuellement pour les révisions est ensuite le dernier indice publié à la date anniversaire de la notification du marché.

Pour les prestations objet du présent marché, les prix sont révisables par application de la formule suivante :

$P = P_0 * (0,15 + 0,85 * (\text{Syntec} / \text{Syntec}_0))$ dans laquelle :

- **P** est le prix révisé ;
- **P₀** est le prix indiqué dans l'annexe financière et réputé établi sur la base des conditions économiques du « mois zéro », mois qui précède le mois de remise des offres ;
- **Syntec** est la dernière valeur connue de l'indice Syntec à la date anniversaire de la notification du marché ;
- **Syntec₀** est la valeur du même indice Syntec, à la date d'établissement de l'offre.



Le jeu de la formule de révision est calculé avec quatre décimales et le coefficient de révision est arrondi au millième supérieur.

Il appartient au Titulaire du marché de soumettre au SMA la nouvelle grille de prix révisée en l'adressant par courrier recommandé avec accusé de réception au SMA, 27, rue Oudinot - 75 007 PARIS.

Seuls les prix des prestations validées postérieurement à la date d'application de la formule de révision sont révisés.

Clause butoir

L'application des coefficients de révision des prix prévus aux articles IV.4.1 à IV.4.5 ci-avant ne peut avoir pour effet d'entraîner une variation des prix initiaux à la hausse de plus de deux pour cent (2%).

Si la valeur du coefficient de révision des prix calculée sur la base des formules prévues aux articles IV.5.1 et IV.5.5 ci-avant est supérieure à plus deux pour cent (+2%), la valeur retenue est égale à plus deux pour cent (+2%).

Règles d'arrondi

Coefficient de révision

Conformément à l'article 10.2.3 du CCAG-TIC, le coefficient de révision est arrondi au millième supérieur.

La règle d'arrondi est la suivante :

- quatrième décimale inférieure à 5 : valeur de la troisième décimale inchangée (exemple de calcul d'arrondi : 1,0544 devient 1,054) ;
- quatrième décimale égale ou supérieure à 5 : valeur de la troisième décimale arrondie à la valeur supérieure (exemple de calcul d'arrondi : 1,0545 devient 1,055). Prix révisé

Le prix révisé calculé sur deux décimales est arrondi au centième supérieur.

La règle d'arrondi est la suivante :

- troisième décimale inférieure à 5 : valeur de la deuxième décimale inchangée (exemple de calcul d'arrondi : 1,054 devient 1,05) ;
- troisième décimale égale ou supérieure à 5 : valeur de la deuxième décimale arrondie à la valeur supérieure (exemple de calcul d'arrondi : 1,055 devient 1,06).

Modalités pratiques

Le calcul de la révision des prix incombe exclusivement à l'administration qui notifie par lettre au titulaire la valeur du coefficient ainsi que la valeur et la date des indices utilisées pour son calcul.

Les prix sont révisibles à la date anniversaire de notification de l'accord-cadre au titre de laquelle a été calculé le coefficient de révision.

Conditions d'application

Le prix d'une prestation objet d'un bon de commande émis au titre de l'accord-cadre est conforme aux dispositions des articles IV.4.1 à IV.4.3 ci-avant.



Par dérogation à l'article 10.2.2 du CCAG-TIC, le prix retenu pour la facturation et le règlement d'une prestation est le prix applicable à la date de l'émission du bon de commande par l'administration.

21 Modalités de règlement

21.1 Avances

Dans le respect des dispositions de l'article R2191-18 du CCP, le Titulaire pourra percevoir une avance, sauf refus de sa part formulé dans l'acte d'engagement, pour la période initiale et pour la période de reconduction sous réserve que le SMA reconduise le marché.

Conformément à l'article R.2191-3 du CCP, le Titulaire pourra recevoir une avance pour la partie forfaitaire du marché (TMA/TME) car le marché est supérieur à 50 000 € HT et le délai d'exécution est supérieur à deux mois.

Cette avance pour la partie forfaitaire est de 10% et conformément au code de la commande publique et de 30% pour les petites et moyennes entreprises.

Pour toutes les autres prestations qui sont réalisées avec l'émissions de bons de commande, l'avance est calculée uniquement pour les bons de commande supérieurs à 50 000 € HT et dont le délai d'exécution est supérieur à deux mois.

Cette avance est de 10% et conformément au code de la commande publique, elle est de 30% pour les petites et moyennes entreprises.

21.2 Remboursement des avances

Le remboursement des avances versées au Titulaire s'effectue conformément aux dispositions des articles R.2191-11, R.2191-12 et R2191-19 du CCP.

21.3 Acompte

En application des dispositions de l'article R2191-20 et suivants du CCP, le Titulaire peut demander le versement d'acomptes au titre des prestations ayant donné lieu à un commencement d'exécution. Le montant d'un acompte ne peut excéder la valeur des prestations auxquelles il se rapporte.

21.4 Planning de facturation

Le planning prévu pour la facturation est le suivant :

- Prestations de maintien en conditions opérationnelles (maintenance applicative et d'exploitation): paiement trimestriel à terme échu au vu des prestations effectivement réalisées ;
- Prestations de réversibilité : paiement à 100 % après réception de la prestation ;
- Prestations d'évolutions:
 - 80 % du montant global des prestations d'évolution concernées par le bon de commande après prononcé de la Validation d'Aptitude ;

- 20 % du montant global des prestations d'évolution concernées par le bon de commande après prononcé de la Vérification de Service Régulier ;
- Prestations de formation : paiement à 100% après réception de la prestation.

Chaque facture émise par l'entreprise doit donc inclure les avances et les acomptes versés.

21.5 Solde du marché

Après constatation de l'achèvement du marché et exécution des Prestations dans les conditions décrites au CCAP, le Titulaire adresse par lettre recommandée avec accusé de réception au SMA un projet de décompte final correspondant aux Prestations exécutées.

21.6 Paiement et établissement des factures

Les paiements sont effectués après service fait et sur présentation d'une facture, par virement au compte mentionné dans l'Acte d'Engagement du Titulaire.

Les factures afférentes au paiement sont établies en un original et une copie portant, outre les mentions légales, les indications suivantes :

- Les noms, adresse, références bancaires telles que mentionnées dans l'acte d'engagement (AE) ;
- Les références du marché ;
- Les références des bons de commande, le cas échéant ;
- Le détail des prestations exécutées ;
- La période d'exécution des prestations ;
- Le montant hors taxes des prestations ;
- Le taux et le montant de la TVA ;
- Le montant total TTC des prestations ;
- La date de la facture ;
- En cas de sous-traitance, la nature des prestations exécutées par le sous-traitant, leur montant total hors taxes, leur montant TTC.

Le Titulaire doit joindre obligatoirement à toute facture :

- Attestation de service fait ;
- Le cas échéant, le Bon de commande précisant l'imputation budgétaire.

Le délai maximum de paiement est de 30 jours.

Les factures sont établies en un original. Elles doivent être rédigées en langue française et en euros. Elles doivent être déposées sur **Chorus Pro** et comprendre les mentions suivantes :

- la date d'émission de la facture ;
- la désignation de l'émetteur (identification du titulaire : numéro SIRET) ;
- la domiciliation du titulaire (BIC/IBAN) ;
- la désignation du destinataire de la facture (numéro SIRET des services de l'ETAT : 11000201100044) ;



- la désignation du payeur (numéro SE : FAC 9420075) ;
- le numéro du bon de commande concerné et sa date ;
- le nom et l'adresse du titulaire ;
- le taux et le montant de la T.V.A. ;
- le montant total H.T ;
- le montant T.T.C. de la facture.

Les paiements sont imputés sur le compte 611 « Sous-traitance générale ».

Le comptable assignataire est l'agent comptable du SMA. L'ordonnateur est le Général, commandant le SMA.

21.7 Délai global de paiement

Le paiement s'effectue suivant les règles de la comptabilité publique et dans les conditions prévues aux articles L2192-10 et R2192-10 et suivants du code de la commande publique.

Le point de départ du délai global de paiement est la date la plus tardive entre la date de réception de la demande de paiement par le SMA et la date d'admission des prestations. Cette date est constatée par le SMA au vu de l'exécution des prestations.

Le délai global de paiement peut être suspendu une fois par l'ordonnateur avant l'ordonnancement. Cette suspension fait l'objet d'une notification au Titulaire précisant les raisons qui s'opposent au paiement et les pièces à fournir ou à compléter. A compter de la réception de la totalité des justificatifs demandés, le nouveau délai global de paiement est de 30 jours.

A défaut de paiement dans le délai de 30 jours, les intérêts moratoires sont dus.

Le taux des intérêts moratoires est égal au taux d'intérêt de la principale facilité de refinancement appliquée par la Banque Centrale Européenne à son opération de refinancement principal la plus récente effectuée avant le premier jour de calendrier du semestre de l'année civile au cours duquel les intérêts moratoires ont commencé à courir, majoré de sept points.

Les intérêts moratoires ne sont pas assujettis à la TVA.

Les intérêts moratoires d'un montant inférieur à 5 € ne sont pas mandatés.

22 Secret et confidentialité

Les stipulations de l'article 5 du CCAG-TIC sont applicables au présent marché et complétées par les dispositions suivantes.

Le Titulaire s'engage à maintenir confidentiels tous les renseignements et documents qui seraient susceptibles de lui être confiés ou dont il aurait à avoir connaissance à l'occasion de l'exécution de ses prestations ou du fait de sa présence dans les locaux du SMA.

Le Titulaire doit informer ses sous-traitants des obligations de confidentialité et des mesures de sécurité qui s'imposent à lui pour l'exécution du marché. Il doit s'assurer du respect de ces obligations par ses sous-traitants.

Tout support, comportant des informations confidentielles confiées au Titulaire, devra être restitué au SMA en fin de marché.



Le SMA se réserve le droit de faire signer un engagement de confidentialité au Titulaire ainsi qu'à chacune des personnes amenées à intervenir dans le cadre de la réalisation des prestations.

Le Titulaire et le SMA s'engagent, chacun pour sa part, à ne divulguer aucune information confidentielle en provenance de l'autre partie, qui pourrait leur parvenir à l'occasion de l'exécution du marché.

En cas de violation par le Titulaire des obligations mentionnées ci-dessus et indépendamment des sanctions pénales éventuellement encourues, le Titulaire s'expose à l'application des mesures prévues à l'article 50.1 j) du même CCAG-TIC (résiliation pour faute du Titulaire).

23 Informatique et libertés

A l'occasion de l'exécution du marché, le Titulaire a accès à certaines données à caractère personnel soumises à la loi modifiée n°78-17 du 6 janvier 1978 relative à l'informatique, aux fichiers et aux libertés.

Conformément à cette loi, le Titulaire s'engage à prendre toutes précautions utiles afin de préserver la sécurité des informations à caractère personnel et notamment d'empêcher qu'elles ne soient déformées, endommagées ou communiquées à des personnes non autorisées. En particulier, il respecte les obligations énoncées à l'article 6 de la loi précitée et met en œuvre tout dispositif visant à garantir une protection du système qu'il déploie pour les prestations objet du marché contre des intrusions extérieures et des données qu'il peut être amené à collecter. Le Titulaire s'engage donc notamment à respecter les obligations suivantes et à les faire respecter par son personnel :

- Ne faire aucune copie des documents et supports relatifs aux informations à caractère personnel qui lui sont confiées, autrement que dans le strict cadre de l'exécution du marché ;
- Ne pas utiliser les documents et supports relatifs aux informations à caractère personnel à des fins autres que celles spécifiées au marché ;
- Ne pas divulguer les informations à caractère personnel à d'autres personnes, qu'il s'agisse de personnes privées ou publiques, physiques ou morales, autrement que dans le strict cadre de l'exécution du marché ;
- Prendre toute mesure permettant d'éviter toute utilisation détournée ou frauduleuse des fichiers informatiques relatifs aux informations à caractère personnel en cours d'exécution des présentes ;
- Prendre toutes mesures de sécurité, notamment matérielle, pour assurer la conservation et l'intégrité des informations à caractère personnel traitées pendant la durée du marché.

Le Titulaire s'engage à n'agir que sur la seule instruction du SMA quant à l'utilisation des données personnelles.

En cas de violation de ces dispositions par le Titulaire, le marché peut être résilié aux torts et aux frais de ce dernier par le SMA, conformément à l'article 50.1. point « j » du CCAG TIC sans préjudice des poursuites pénales éventuelles.



Le SMA se réserve le droit de procéder à toute vérification qui lui paraîtrait utile pour constater le respect de ses obligations par le Titulaire au titre du présent article.
Une fois le transfert de compétences effectué, le Titulaire détruit alors toutes les données à caractère personnel qu'il aurait pu détenir.

24 Responsabilité

Il est expressément convenu entre les parties que le Titulaire est soumis à une obligation de résultats dans l'exécution du marché et qu'il ne pourra dégager sa responsabilité vis-à-vis du SMA qu'après avoir prouvé que le dommage résulte exclusivement d'une faute du SMA ou de la survenance d'un cas de force majeure.

25 Assurances

En vertu de l'article 9 du CCAG-TIC, le titulaire doit contracter les assurances permettant de garantir sa responsabilité à l'égard de l'administration et des tiers, victimes d'accidents ou de dommages causés par l'exécution des prestations.

Le titulaire doit justifier, dans un délai de quinze (15) jours calendaires à compter de la notification de l'accord-cadre et avant tout début d'exécution de celui-ci, qu'il est titulaire de ces contrats d'assurance, au moyen d'une attestation établissant l'étendue de la responsabilité garantie.

A tout moment durant l'exécution de l'accord-cadre, le titulaire doit être en mesure de produire cette attestation, sur demande de l'administration et dans un délai de quinze (15) jours calendaires à compter de la réception de la demande

26 Sous-traitance

Le Titulaire peut sous-traiter l'exécution de certaines parties de son marché dans les conditions fixées à l'article 3.6 du CCAG-TIC et aux articles L.2193-1 à L.2193-14 et R.2193-1 à R.2193-22 du CCP.

Pour déclarer une sous-traitance en cours de marché, le Titulaire doit remettre contre récépissé au SMA ou lui adresser par lettre recommandée avec accusé réception, une déclaration contenant les renseignements suivants

:

- la nature des prestations sous-traitées ;
- le nom, la raison ou la dénomination sociale et l'adresse du sous-traitant proposé ;
- le montant maximum des sommes à verser par paiement direct au sous-traitant ;
- les conditions de paiement prévues par le projet de contrat de sous-traitance et, le cas échéant, les modalités de variation des prix ;
- les capacités professionnelles et financières du sous-traitant.



Le Titulaire doit remettre au SMA une déclaration du sous-traitant indiquant qu'il ne tombe pas sous le coup d'une interdiction d'accéder aux marchés publics.

Le Titulaire établit en outre qu'aucune cession ni aucun nantissement de créances résultant du marché ne font obstacle au paiement direct du sous-traitant.

Pour formuler sa demande de sous-traitance, le Titulaire est invité à utiliser le formulaire DC4 téléchargeable sur le site Internet du Ministère de l'Economie et des Finances, rubrique Marchés publics.

A réception de la demande de sous-traitance, le SMA dispose d'un délai de vingt et un (21) jours ouvrés pour accepter ou non le sous-traitant et ses conditions de paiement.

En cas de sous-traitance, le Titulaire demeure personnellement responsable de l'exécution de toutes les obligations contractuelles.

27 Fin du marché

27.1 Fin normale du marché

Sur demande du Titulaire et après exécution et validation de l'ensemble des prestations par le SMA, ce dernier établit une décision attestant que le Titulaire a rempli l'ensemble des obligations relevant du présent marché.

Après obtention de cette attestation, le Titulaire produit par lettre recommandée avec accusé de réception au SMA un projet de décompte final correspondant aux Prestations exécutées.

Quand celui-ci est accepté par l'Administration, alors le titulaire peut émettre une facture pour solde du marché.

27.2 Résiliation

Le présent marché peut être résilié dans les conditions et selon les modalités prévues au chapitre 8 du CCAG-TIC. Qui sont les suivantes :

- du fait de la personne publique, en application de l'article 51 du CCAG-TIC, par décision unilatérale de l'administration notifiée par lettre recommandée avec accusé de réception ;
- dans les cas visés à l'article 48 du CCAG-TIC, par décision notifiée par lettre recommandée avec accusé de réception ;
- en cas de difficulté d'exécution de l'accord-cadre, au titre de l'article 49.1 du CCAG-TIC ;
- aux torts du titulaire au titre de l'article 50 du CCAG-TIC et dans les conditions prévues aux articles 50.1 à 50.3 du CCAG-TIC ; l'administration se réservant le droit de faire exécuter l'accord-cadre par un tiers aux frais et risques du titulaire et ce, conformément aux dispositions de l'article 54 du CCAG-TIC ;
- pour infraction au code du travail : si au cours de l'exécution de l'accord-cadre, le ministère de l'intérieur est informé par un agent de contrôle mentionné à l'article L. 8222-6 du code du travail de la situation irrégulière du titulaire au regard des formalités mentionnées aux articles L. 8221-3 et L.



8221-5 du code du travail, le titulaire dispose d'un délai de deux mois pour apporter la preuve qu'il a mis fin à la situation délictueuse. A défaut, l'accord-cadre peut être résilié sans indemnité, aux frais et risques du titulaire selon les modalités arrêtées à l'article 54 du CCAG-TIC

En cas de cessation des relations contractuelles pour quelque cause que ce soit, le Titulaire restitue au SMA, dans un délai maximum d'un mois à compter de la date de cessation, l'ensemble des éléments qui lui ont été remis dans le cadre de l'exécution du présent marché.

La restitution s'effectue par la mise à disposition de ces éléments notifiée par lettre recommandée avec avis de réception.

Lors de la restitution, les parties s'engagent à signer un procès-verbal de restitution.

28 Exécution de la prestation aux frais et risques du Titulaire

Conformément aux dispositions de l'article 54.1 du CCAG-TIC, le SMA pourra faire procéder par un tiers à l'exécution des prestations prévues par le marché, aux frais et risques du Titulaire, soit en cas d'inexécution par ce dernier d'une prestation qui ne peut souffrir aucun retard, soit en cas de résiliation du marché prononcé aux torts du Titulaire.

29 Force majeure

Dans un premier temps, les cas de force majeure suspendent l'exécution du marché.

De façon expresse, sont considérés comme cas de force majeure ou cas fortuits, tout fait ou circonstance irrésistible, imprévisible et extérieur.

Dès son information par le Titulaire de la survenance de l'évènement constitutif d'un cas de force majeure, le SMA se rapproche du Titulaire afin d'étudier ensemble les solutions permettant d'assurer la reprise des Prestations et de convenir d'un commun accord des modalités de mise en œuvre de ces solutions, mise en œuvre qui doit intervenir au plus tard 24 heures après la date de l'évènement constitutif du cas de force majeure.

Si la durée de ce dernier excède huit (8) jours ouvrés ou si les Parties ne parviennent pas à s'entendre sur la solution de remplacement dans ce même délai, le SMA peut alors provisoirement confier les prestations, objet du présent contrat, à un autre Titulaire de son choix. Le SMA peut également prononcer la résiliation du marché dans les conditions de l'article 49.1 du CCAG-TIC.



A cet effet, le Titulaire s'engage à faciliter le transfert provisoire des prestations en cause.

Si le Titulaire parvient, dans un délai inférieur à 8 (huit) jours ouvrés, à exécuter normalement ses obligations, le cas de force majeure ayant cessé, le marché reprend son exécution normale.

Conformément à l'article 49.2 du CCAG TIC, lorsque la résiliation est prononcée à la demande du titulaire par application de l'article 3.8.3 du CCAG TIC, celui-ci est indemnisé des frais et investissements éventuellement engagés pour le marché et strictement nécessaires à son exécution. Il incombe au titulaire d'apporter toutes les justifications nécessaires à la fixation de cette partie de l'indemnité dans un délai de 15 jours après la notification de la résiliation du marché.

Conformément à l'article 49.3 du CCAG-TIC, lorsque l'arrêt de l'exécution des prestations est prononcé en application de l'article 41 du CCAG TIC, l'acheteur résilie le marché et la résiliation n'ouvre droit pour le Titulaire à aucune indemnité.

30 Dispositions générales

30.1 Evolution de la situation du Titulaire

Les droits et obligations découlant du marché sont incessibles et intransmissibles, sauf accord exprès, écrit et préalable du SMA.

En cas de mise en redressement ou en liquidation judiciaire du Titulaire, il est fait application de la loi n° 8598 du 25 janvier 1985 modifiée, relative au redressement et à la liquidation judiciaire des entreprises et de ses textes d'application.

En particulier, le Titulaire doit informer le SMA dès qu'une procédure de redressement ou de liquidation judiciaire est mise en oeuvre à son encontre ou, le cas échéant, à l'encontre d'un des membres du groupement. Si le Titulaire est étranger, il sera fait application des mesures équivalentes prévues dans la législation de l'Etat où se trouve son siège social.

Le Titulaire s'engage à informer, dans les meilleurs délais et par lettre recommandée avec accusé réception, le SMA de toute modification affectant son statut ou, le cas échéant, celui de l'un des membres du groupement (cession, fusion, forme juridique, raison sociale, etc.), afin que le SMA prenne toutes les dispositions nécessaires pour assurer la continuité de l'exécution du marché. A cette fin, le Titulaire communique un extrait

KBis mentionnant la modification et un nouveau relevé d'identité bancaire.

Si le Titulaire est susceptible de faire l'objet d'un changement de contrôle au sens de l'article L. 233-3 du code de commerce, il est tenu d'en informer le SMA dès que ses dirigeants ont connaissance de l'opération.



30.2 Cession du marché

Le Titulaire ne peut, sous aucun prétexte et sous peine de résiliation de plein droit de son marché dans les conditions définies au présent CCAP, céder à un tiers tout ou partie de sa prestation sans le consentement formel et écrit de le SMA.

En cas de cession du fonds de commerce, le nouveau Titulaire prend à sa charge, après accord de le SMA, les engagements souscrits par son prédécesseur.

Le Titulaire doit avertir, par lettre recommandée avec accusé réception, le SMA dans les plus brefs délais de son intention de procéder à une telle cession.

Ces modifications font l'objet d'un avenant de transfert sans incidence financière du présent marché.

30.3 Image de marque et notoriété

Chacune des Parties s'interdit, de quelque manière que ce soit, de porter atteinte à l'image de marque et à la notoriété de l'autre Partie, dans le cadre de l'exécution du présent marché.

30.4 Personnel

Chaque Partie s'engage à ne pas débaucher, embaucher ou faire travailler directement ou indirectement toute personne ayant participé pour le compte de l'autre Partie à la réalisation des prestations prévues au Marché, sauf accord préalable écrit de l'autre Partie. Cette obligation est valable pour la durée d'exécution des prestations.

30.5 Langue de travail

La langue de travail, utilisée lors des réunions et par les opérateurs, est le français.

Tous les documents, inscriptions sur matériel, correspondances, factures ou modes d'emploi doivent être rédigés en français.

30.6 Litiges

Les litiges sont instruits conformément à l'article R2197-1 du CCP.

Si des difficultés s'élèvent entre le SMA et le Titulaire quant à l'exécution des clauses du présent marché et qu'aucune négociation n'aboutit, il est possible de faire appel au Comité Consultatif de Règlement amiable des différends ou litiges relatifs aux marchés publics.

Pour tout différend ou litige persistant qui n'a pas fait l'objet d'un règlement amiable, la juridiction compétente est le Tribunal Administratif de Paris.

Si le Titulaire est étranger, en cas de litige, le droit français est seul applicable. Les tribunaux français sont seuls compétents.



31 Garantie des prestations (hors matériels et logiciel standard)

Conformément aux dispositions de l'article 36.1 du CCAG-TIC, les prestations de l'accord-cadre font l'objet d'une garantie d'un (1) an. Le point de départ du délai de garantie est la date de notification de la décision d'admission de la prestation.

La garantie s'exécute aux conditions définies par le titulaire dans son offre technique.

Garantie « logiciel standard »

Conformément aux dispositions de l'article 36.6 du CCAG-TIC, les logiciels standards dont la concession des droits est acquise au titre de l'accord-cadre font l'objet d'une garantie durant la durée de l'accord-cadre. La garantie s'exécute aux conditions définies par le titulaire dans son offre technique sous réserve de l'application intégrale et sans restriction des dispositions prévues à l'article 36.6 du CCAG-TIC

32 Dérogations au CCAG – TIC

Les articles suivants du CCAP dérogent expressément au CCAG-TIC :

- L'article 13.2 « Validation des livrables de type logiciel » déroge aux articles 32.4, 30.3 et 33.2.2 du CCAG-TIC ;
- L'article 15.2.5 « Régimes des résultats relatifs aux livrables des prestations » déroge à l'article 46 du CCAG-TIC ;
- L'article 15.2.6 « Garantie des droits en cours de revendication d'un tiers » déroge à l'article 46 du CCAG-TIC ;
- L'article 17 « Pénalités applicables dans le cadre du marché » déroge à l'article 14 ;
- L'article 19.2 « Modalités d'exécution des prestations commandées par bon de commande » déroge à l'article 3.7.2 du CCAG-TIC ;
- L'article 20.1 « Forme et contenu des prix » déroge à l'article 10.1.4 du CCAG-TIC ;
- L'article 20.3 « Modalités de révision des prix » déroge à l'article 10.2.2 du CCAG-TIC.



ANNEXE I : PROTECTION DES INFORMATIONS – CONFIDENTIALITE – MESURES DE SECURITE

L'annexe I fait l'objet d'un document séparé du présent CCAP.



ANNEXE II : ENGAGEMENT DE RECONNAISSANCE DE RESPONSABILITE

L'annexe II fait l'objet d'un document séparé du présent CCAP.

Après notification, chacune des personnes prenant part à l'exécution de l'accord-cadre est tenue, préalablement à son intervention, de faire parvenir au représentant de l'administration, l'ERR intégralement complété et signé.



ANNEXE III : PROTECTION DES DONNEES A CARACTERE PERSONNEL

L'annexe III fait l'objet d'un document séparé du présent CCAP.



ANNEXE IV : CLAUSE ENVIRONNEMENTALE

Conformément aux dispositions du deuxième alinéa de l'article L.2112-2 du code de la commande publique, le présent accord-cadre introduit des conditions d'exécution comportant des éléments à caractère environnemental qui prennent en compte des objectifs de développement durable.

Le titulaire s'engage à respecter les dispositions relatives à la gestion des déchets d'équipement électriques et électroniques (DEEE) et à assurer leur recyclage ou leur réemploi via des filières agréées. Un rapport annuel devra être fourni détaillant les quantités de déchets traités et les filières utilisées.



ANNEXE V : CLAUSE SOCIALE – ACTION DE FORMATION SOUS STATUT SCOLAIRE AU BENEFICE D'ELEVES A BESOINS SPECIFIQUES

Le titulaire s'engage à réaliser une action de formation d'un ou plusieurs élèves de 16 à 25 ans suivi(s) par un référent de l'Education nationale :

- Soit en situation de décrochage scolaire (article L.122-2 du code de l'éducation)
- Soit soumis à l'obligation de formation (article L.114-1 et R.114-1 du code de l'éducation).

En cas de réalisation du stage en dehors du territoire national, cette action bénéficie :

- Soit à un élève à besoins spécifiques inscrit dans un établissement scolaire français et suivi par un référent de l'Education nationale (articles L.124-19 et L.124-20 du code de l'éducation)
- Soit à un élève à besoins spécifiques inscrit dans un établissement scolaire étranger et suivi par tout dispositif équivalent, impliquant des personnels éducatifs.

En tant que condition d'exécution du présent marché prenant en compte des considérations sociales, en application de l'article L.2112-2 du code de la commande publique, la clause sociale de formation sous statut scolaire doit être liée à l'objet du marché. Les activités proposées par le titulaire dans la « fiche entreprise » doivent impérativement respecter cette exigence.

Le volume horaire minimal exigé est de 150 heures, à réaliser pendant la période ferme de clause sociale du marché ou sur une période de reconduction. Néanmoins, le titulaire peut dépasser le volume horaire s'il le souhaite.

A l'initiative de l'acteur de l'Education nationale, le volume horaire de clause sociale de formation sous statut scolaire prévu au présent marché peut être divisé pour donner lieu à plusieurs stages au bénéfice de plusieurs élèves à besoins spécifiques.

1. Encadrement de l'élève

Dans le cadre de la clause sociale de formation sous statut scolaire, l'élève bénéficiaire est sous statut scolaire. Une convention de stage tripartite est conclue entre l'entreprise, l'établissement scolaire de rattachement et l'élève (ou son représentant légal).

Le titulaire du marché reçoit l'élève dans ses locaux, et désigne à cet effet un « référent entreprise » qui accompagne l'élève dans les tâches qui lui sont confiées.

L'élève est aussi accompagné par un « référent de l'Education nationale » (enseignants, CPE, référent décrochage scolaire, intervenant SRE, coordonnateur de dispositifs relais).

Le référent entreprise et le référent de l'Education nationale sont en relation directe.

Dans les conditions de l'article L.124-6 du code de l'éducation, une gratification doit être versée au stagiaire (<https://www.service-public.fr/simulateur/calcul/gratification-stagiaire>).

A tout moment, le titulaire peut aller au-delà des objectifs fixés par le marché.

2. Les étapes de mise en œuvre du stage



Lors de la réunion de lancement du marché, la clause sociale de formation sous statut scolaire est abordée (confirmation des contacts inscrits dans la « Fiche entreprise », rappel des spécificités du public concerné, adaptabilité des missions, etc.).

Une réunion spécifique à la mise en œuvre de la clause sociale est organisée, à l'initiative du référent de l'Education nationale, dès qu'un élève est présenté au titulaire. La présence du référent entreprise est obligatoire et celle du responsable des ressources humaines souhaitable. A cette occasion, la « fiche entreprise » - qui a une fonction de dialogue – peut être modifiée en fonction de l'élève proposé par le référent de l'Education nationale. La nouvelle « fiche entreprise » finalisée est alors transmise au COMSMA.

Le titulaire transmet également au COMSMA la convention de stage tripartite signée.

S'il rencontre des difficultés pour faire face à son engagement, le titulaire doit informer le COMSMA et le référent de l'Education nationale. Dans ce cas, le COMSMA et le référent de l'Education nationale étudient en concertation avec le titulaire les moyens à mettre en œuvre pour parvenir à la réalisation des objectifs fixés.

En application de l'article L.2194-1 1° du code de la commande publique, les conditions de mise en œuvre de la clause sociale de formation sous statut scolaire pourront être revues par les parties au contrat. Les nouvelles modalités sont décidées conjointement par l'entreprise et le référent de l'Education nationale, puis validées par le COMSMA. Ces adaptations doivent être prises en compte dans la convention de stage, par avenant le cas échéant (article D.124-4 du code de l'éducation).

S'il le souhaite, le titulaire peut prolonger la période en entreprise, en accord avec le bénéficiaire de la clause sociale et du référent de l'Education nationale. Toutefois, la durée totale du stage ne peut excéder 6 mois.

A l'issue du stage, le référent entreprise et le référent de l'Education nationale rédigent un bilan croisé faisant état du résultat de la clause sociale de formation sous statut scolaire et attestant de sa bonne exécution par le titulaire. Ce bilan est transmis au COMSMA, accompagné de l'attestation de présence de l'élève bénéficiaire précisant le nombre d'heures de stage réalisées.

L'élève bénéficiaire peut intégrer un parcours de formation diplômant (reprise de scolarité) ou accéder à l'emploi (insertion professionnelle). Le titulaire s'engage à étudier toutes les possibilités de formation ou d'embauche pérenne de l'élève bénéficiaire.



3. Contrôle et évaluation de l'action de formation

Pendant et à l'issue du stage, le titulaire s'engage à faciliter les contacts des partenaires de l'opération avec l'élève bénéficiaire, et à transmettre les documents nécessaires à l'évaluation du dispositif.

Tout au long de l'exécution des prestations du marché, le titulaire répond à toute demande du COMSMA ou du référent de l'Education nationale relative à l'état d'avancement de la mise en œuvre de la clause sociale.

Pour rappel, le titulaire est tenu de transmettre en cours d'exécution au COMSMA :

- La « fiche entreprise » modifiée le cas échéant ;
- La convention de stage tripartite ;
- L'attestation de présence de l'élève bénéficiaire précisant le nombre d'heures de stage réalisé ;
- Le bilan croisé.

	<p style="text-align: center;">LAGON</p> <p style="text-align: center;">CAHIER DES CLAUSES ADMINISTRATIVES PARTICULIERES</p> <div style="text-align: right;">  </div>
---	---

Si le référent de l'Education nationale n'a pas présenté d'élève au titulaire, ce dernier doit en informer le COMSMA au terme de la période ferme ou de reconduction du marché. Aucune pénalité pour inexécution des heures de formation prévues par le marché ne pourra être infligée au titulaire pour ce motif.

En cas de demande par le COMSMA, toute transmission de document lié à la clause sociale de formation sous statut scolaire est réalisée dans les dix jours ouvrés à compter de la réception de la demande.



ANNEXE VI : SYNTHÈSE DE LA GESTION ADMINISTRATIVE EN COURS D'EXECUTION

Dans le cadre de l'exécution du marché, le titulaire a pour obligation de produire les éléments suivants :

- Le certificat de vigilance URSSAF tous les 6 mois à partir de la date de notification
- L'attestation fiscale (TVA, IS ou IR, prélèvements sociaux) tous les 6 mois à partir de la date de notification
- Le rapport annuel de gestion des déchets d'équipement électriques et électroniques (DEEE) tous les ans à partir de la date du premier anniversaire de la notification du marché
- Dans le cadre de l'application de la clause sociale :
 - o La Fiche entreprise dès qu'il y a une modification ;
 - o La convention de stage tripartite ;
 - o L'attestation de présence de l'élève bénéficiaire précisant le nombre d'heures de stage réalisé ;
 - o Le bilan croisé.

Dans le cadre de l'exécution du marché, le titulaire réalise l'application de la révision des prix conformément au CCAP et les soumet au titulaire. Les nouveaux prix ne seront applicables qu'après réception de l'accord du COMSMA.